



Musée d'art et d'histoire: adaptation du projet à l'étude

CONSEIL MUNICIPAL • Un crédit de 2,9 millions a été voté mardi pour peaufiner l'examen du projet d'extension signé Jean Nouvel, mais avec des variantes.

MARIO TOGNI

Une forme de compromis a été trouvée, mardi soir au Conseil municipal de la Ville de Genève, pour tenter de sauver le projet d'agrandissement du Musée d'art et d'histoire (MAH). Les élus devaient se prononcer sur un nouveau crédit d'étude de 2,4 millions de francs, adopté en commission des travaux fin février. Mais une majorité des groupes a finalement accepté de rallonger cette somme de 500 000 francs, afin d'étudier des variantes aux plans controversés du célèbre architecte Jean Nouvel.

Pour le Conseil administratif, qui a douze mois pour mener ces examens, il s'agira de prendre en compte les critiques de la puissante Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS). Fin février, celle-ci avait rendu un préavis négatif sur de nombreux éléments de l'extension prévue. En particulier, elle s'oppose au remplissage de la cour intérieure par des plateaux d'exposition – un seul est admis – et à la surélévation du bâtiment.

Selon la CMNS, ces aspects portent une atteinte irréversible à la bâtisse centenaire et violent des lois cantonales de protection du patrimoine. Depuis, la commission a encore livré un avis favorable aux demandes de classement du bâtiment émanant de deux associations.

Quid des mécènes?

Les risques d'échec sont pris au sérieux. «On ne peut pas ignorer cette composante patrimoniale», plaide Sami Kanaan, magistrat chargé de la Culture. «En cas de recours, ce préavis pèsera très lourd. Il nous faut donc trouver une solution qui respecte l'essence du projet tout en tenant compte des critiques.» Rehaussé de 500 000 francs, le nouveau crédit précise ainsi que l'étude sur l'extension du MAH portera sur son site actuel, à la rue Charles-Galland, mais aussi dans la cour des Casemates et à l'École des beaux-arts (actuelle HEAD), juste derrière.

Si les recommandations de la CMNS sont suivies, le bâti-



Le Conseil administratif devra prendre en compte les critiques de la puissante Commission des monuments, de la nature et des sites. JPDS

ment actuel ne suffira pas en effet à accueillir les surfaces d'expositions escomptées. «Ces espaces perdus, il faudra les retrouver ailleurs, à proximité», explique Alexandre Wisard (Verts), rapporteur de majorité. La variante des Casemates sera étudiée à cet effet, avec les architectes mandataires actuels.

Pour les élus, cet accord permet aussi de ménager les mécènes privés, qui devraient financer la moitié des travaux d'extension et de rénovation,

devisés à 127 millions. A lui seul, Jean Claude Gandur, avec qui la Ville a signé une convention, serait prêt à déboursier jusqu'à 50 millions. Mais pour certains donateurs, c'est le projet Nouvel ou rien...

L'Observatoire enterré

«Peut-on se payer le luxe de changer de cap? Je ne le pense pas», estime en ce sens Adrien Genecand (PLR). A droite, les plans «séduisants» et «ambitieux» de l'architecte ont

d'ailleurs toutes les faveurs, quitte à déroger aux règles de préservation du patrimoine. Malgré tout, l'UDC, le MCG et le PLR ont accepté d'examiner la variante alternative, «au cas où».

En revanche, l'étude d'une troisième option, celle d'une extension sous la promenade de l'Observatoire, a été sèche-ment refusée. Déposé par Ensemble à gauche, l'amendement a été rejeté par tous les partis, arguant qu'il s'agit d'un

projet trop différent et trop long à mettre en œuvre. La solution avait été avancée l'an passé par la section genevoise de Patrimoine Suisse.

Le compromis passé mardi s'avère toutefois fragile. «Je n'ai jamais vu tant d'obstacles se dresser devant un projet», appuie Christian Zaugg, (Ensemble à gauche). Entre l'avis critique de la CMNS, les probables recours et référendum, la bataille est en effet loin d'être terminée. I

LA VILLE SOUTIENT LES EMPLOYÉS DE MERCK SERONO

La Ville de Genève affiche un soutien clair aux salariés de Merck Serono, après l'annonce de la fermeture du site genevois de la société. Unanime, le Conseil municipal a voté une résolution demandant que tout soit mis en œuvre pour «maintenir ces emplois à Genève et garantir au personnel ses droits syndicaux». Au moins 1250 postes de travail sont menacés. Signé par tous les partis,

le texte enjoint aussi le canton à exiger un prolongement du délai de consultation des employés au-delà du 16 mai. «Le cas de Novartis à Prangins le montre: quand les employés sont soutenus et que les autorités politiques agissent avec intelligence, il est possible de sauver des emplois», a souligné Nicole Valquier (PS), auteure de la résolution. Tout en adhérent au message de soutien, la droite n'a pas

manqué de critiquer les «déclarations intempestives» de conseillers administratifs à l'encontre des multinationales. La vente de Naxoo (*Le Courrier* du 5 mai) a également été abordée en fin de soirée. La proposition controversée du Conseil administratif de céder ses actions (51%) du télé-réseau genevois a été renvoyée pour un examen approfondi en commission des finances. MTI

JOURNÉE MONDIALE

Le commerce équitable, c'est pas des peanuts!

Le commerce équitable ne connaît pas la crise. Samedi 12 mai, il sera même à la fête avec sa seizième Journée internationale, impulsée en Suisse romande par les Magasins du monde.

Avec un chiffre d'affaires global de 5 milliards de francs, en progression d'un tiers année après année, ce secteur du commerce Sud-Nord fait désormais partie des états de presque tous les supermarchés. Pionniers de cet échange qui fait primer les relations sur le long terme et un prix réellement rémunérateur, les Magasins du monde multiplieront ce week-end les actions de sensibilisation dans toute la Suisse romande.

L'accent sera mis sur les fruits secs équitables, un vecteur idéal du *fair trade*, puisque faciles à conditionner sur place avant exportation. «La commercialisation de produits finis garantit une source de revenus réguliers aux producteurs et une réelle plus-value par la création d'emplois sur place», précise la porte-parole Christiane Fischer.

Des dégustations et des petits déjeuners solidaires, promu par la fondation Max Havelaar, sont prévus dans une vingtaine de villes et villages romands. BPZ

Programme sur www.mdm.ch

EN BREF

ERREUR SUR LA FONCTION

RECTIF Dans notre article consacré à l'avenir de la crèche de Serono paru dans notre édition de lundi, Francine Koch est bien cheffe du Service de la petite enfance de la Ville de Genève et non du Bureau d'information de la petite enfance qui dépend du premier. Et ce dernier ne fait qu'enregistrer les demandes d'inscriptions, les attributions se faisant par la direction de l'administration. Enfin, M^{me} Koch estime que ses propos parlant de recasage des enfants en cas de fermeture de l'institution visaient à assurer «qu'un maximum serait fait pour retrouver une place aux enfants concernés». Dont acte. PBH

LAUSANNE

Flashmob contre la répression en Syrie

Une action symbolique de protestation contre les violences en Syrie a eu lieu hier à midi sur l'esplanade de l'EPFL. Vêtus de t-shirts blancs, arborant pour certains le drapeau de la révolution syrienne, une quinzaine d'étudiants se sont dispersés sur la place en frappant des mains et en tapant des pieds en rythme, jusqu'à ce qu'un cri retentisse; à ce signal, tous se sont laissés choir pour rester plusieurs minutes au sol, immobiles tels des cadavres. La mise en scène a été répétée un peu plus tard sur le site voisin de l'université, à une heure de grande affluence sur les terrasses du campus.

L'ambition des instigateurs de cette mobilisation éclair est de sensibiliser la population à la situation du

peuple syrien, mais aussi de dénoncer le manque de réaction de la communauté internationale face aux exactions commises par le régime de Bachar el-Assad. En témoignent les pancartes déployées: «Votre silence tue la Syrie»; «Ayez le courage de vos convictions. Votre silence approuve le massacre.»

Résumée par le slogan «S'attaquer aux universités, c'est s'attaquer à tous», cette «flashmob» se voulait également un geste de solidarité étudiante, en réaction aux événements survenus le 2 mai à l'université d'Alep, lors d'une manifestation contre le régime. «Les forces de sécurité ont envahi le campus pour déloger les manifestants. Elles ont aussi mis le feu à une partie des

dortoirs. Le bilan de cette répression a été très lourd: quatre étudiants tués et plus de deux cents arrêtés», raconte Julie, étudiante d'origine syrienne. Les deux jours suivants, d'autres rassemblements ont été violemment réprimés par les forces gouvernementales, présentes en nombre à Alep. L'université a été fermée jusqu'au 13 mai, date du début des examens. Depuis un an, elle est le foyer de la contestation dans la deuxième ville du pays, qui n'a toutefois pas connu jusqu'ici de grand soulèvement populaire.

L'action de sensibilisation à la cause syrienne se poursuivra à Lausanne, où une journée d'information est prévue le 26 mai.

ARNAUD CREVOISIER

GENÈVE

Le PS accuse la droite de creuser les déficits

«La droite se moque des finances publiques et des fonctionnaires.» Le Parti socialiste genevois (PSG) a dénoncé hier le refus en commission des finances de tous les projets de loi du Conseil d'Etat visant à dégager des nouveaux revenus à même de rééquilibrer les comptes.

Pour l'heure, les partis bourgeois ont accepté les baisses de prestations (réduction des effectifs) ou le gel des salaires de la fonction publique. Mais ils ont dit «non» à la suspension provisoire du bouclier fiscal visant à protéger les très hauts revenus (et qui rapporterait quelque 45 millions de francs).

De mêmes, ils voteront contre une exonération partielle de l'impôt sur la

fortune des indépendants. Enfin, les assurances-maladie semi-privées pourront toujours être déduites.

Le Conseil d'Etat a d'ores et déjà proposé une contre-mesure pour pallier ce manque à gagner inhérent à ce rapport de force politique: les retardataires dans le versement de leurs impôts se verront imposer un taux d'intérêt plus élevé. D'où une rentrée espérée de 70 millions de francs. Le PS y voit surtout une lutte des classes à l'envers consistant à privilégier les hauts revenus au détriment des usagers de l'Etat et de la fonction publique. Cette dernière manifesterait d'ailleurs aujourd'hui contre les mesures d'austérité. PBH